

2
Bureau
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 1er avril 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "relatif aux conditions d'engagement ou de rengagement dans les forces belges en Corée", a donné le 20 avril 1953 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 1e April 1953 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de voorwaarden van dienstneming en wederdienstneming bij de Belgische strijdkrachten in Korea", heeft de 20e April 1953 het volgend advies gegeven :

I.

Les articles 1er, 6 et 9 du projet disposent que les engagements et rengagements au corps expéditionnaire pour la Corée sont soumis à toutes les dispositions de l'arrêté royal du 3 septembre 1952 relatif aux engagements et rengagements volontaires en temps de paix.

Si le Ministre de la Défense nationale estime que cet arrêté royal n'est pas de lui-même d'application aux membres de ce corps, il ne justifie pas de la compétence nécessaire pour le leur rendre applicable; seul le Roi est, en effet, en vertu de l'article 79, alinéa 1er, de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service, qualifié pour fixer les conditions d'admission et de résiliation des engagements et rengagements.

Le Conseil d'Etat est toutefois d'avis que cet arrêté royal du 3 septembre 1952 est, ipso facto, applicable aux engagements et rengagements des membres du corps expéditionnaire pour la Corée. Il est pris en exécution des articles 77 à 83 de la loi du 15 juin 1951, articles qui s'appliquent aux membres de ce corps sous réserve des dérogations qui y sont apportées par la loi du 30 mai 1951, modifiée par celle du 2 février 1953; en effet, cet arrêté royal prévoit dans ses dispositions particulières, en son article 18, un cas de résiliation spécial pour les engagements à ce corps.

Le Conseil d'Etat est d'avis que ces dispositions, qui peuvent être rappelées dans une circulaire explicative, ne peuvent trouver leur place dans le projet.

II.

L'article 11 du projet accorde aux volontaires du corps expéditionnaire pour la Corée un "droit de priorité pour l'attribution d'un emploi de volontaire correspondant à leurs capacités, pour autant qu'il y ait des places disponibles".

Ce faisant, le projet fixe sous forme de disposition générale une condition d'admission au rengagement, qui vient s'ajouter à celles prévues par l'arrêté royal du 3 septembre 1952.

Comme seul le Roi a compétence, en vertu de l'article 79, alinéa 1er, de la loi du 15 juin 1951, pour prendre pareille disposition, le Conseil d'Etat est d'avis que l'article 11 doit être omis. Il en est de même de l'article 12 qui n'est que le corollaire du précédent et qui, en lui-même, ne constitue pas une règle de droit susceptible d'être insérée dans un texte réglementaire.

III.

Le projet dispose en son article 15 qu'il n'est pas applicable aux membres du corps de la gendarmerie.

Le Conseil d'Etat est d'avis que cette disposition est inutile, puisque les membres subalternes du corps de la gendarmerie sont tous des engagés volontaires sous le régime de l'engagement ou du rengagement; si l'un d'entre eux désire faire partie du corps expéditionnaire pour la Corée, il devra être transféré de la gendarmerie à la force

de terre et, dès lors, remplir les conditions prévues par l'article 10 du projet.

Cette disposition peut donc être omise.

+
+ +

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE MINISTERIEL FIXANT LA DUREE DES ENGAGEMENTS
AU CORPS EXPEDITIONNAIRE POUR LA CORÉE ET LEUR
INCIDENCE SUR LES OBLIGATIONS DE SERVICE ACTIF.

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu la loi du 30 mai 1951 autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation aux membres des forces belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le Conseil de sécurité des Nations-Unies, notamment l'article 3 modifié par la loi du 2 février 1953;

Vu la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service, modifiée par la loi du 22 juillet 1952;

Vu l'arrêté royal du 3 septembre 1952 relatif aux engagements et rengagements volontaires en temps de paix;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

CHAPITRE Ier. DE LA DUREE DES ENGAGEMENTS AU CORPS
EXPEDITIONNAIRE POUR LA COREE.

Article 1er.

Les jeunes gens qui n'ont pas encore accompli de service militaire contractent au corps expéditionnaire un engagement de vingt-quatre mois. Cet engagement prend cours le jour de sa signature; il comprend une période d'instruction d'au moins trois mois en Belgique.

Article 2.

Les miliciens présents sous les armes et qui ne sont pas revêtus d'un grade d'officier contractent au corps expéditionnaire un engagement d'une durée égale à celle de la partie du terme de service actif restant à accomplir, sans que cette durée puisse être inférieure à douze mois.

Cet engagement prend cours le jour du départ de Belgique à destination de la Corée; il doit être précédé d'une période d'instruction d'au moins trois mois en Belgique, y compris le temps passé à l'instruction comme milicien.

Article 3.

Les militaires en congé illimité contractent au corps expéditionnaire un engagement de douze mois.

Article 4.-

§ 1er. Les volontaires de carrière et les militaires rengagés, présents sous les armes, prennent l'engagement spécial de rester durant douze mois au corps expéditionnaire pour la Corée, en dehors du territoire du Royaume.

Ceux d'entre eux dont l'engagement ou le rengagement en cours vient à expiration avant la fin de cette période doivent, au préalable, signer un rengagement couvrant la présence minimum exigée.

§ 2. Les volontaires de carrière et les militaires rengagés qui sont élèves d'une des trois forces armées doivent, pour prendre l'engagement spécial dont il est question au § 1er, obtenir l'autorisation du Ministre de la Défense nationale.

Article 5.-

Les militaires effectivement présents en Corée peuvent signer un engagement spécial de continuer à servir durant une nouvelle période de douze mois dans le corps expéditionnaire; ils signent éventuellement un rengagement d'une durée couvrant leur présence en vertu de cet engagement spécial.

CHAPITRE II. DE LA DATE D'EXPIRATION DES OBLIGATIONS
DE SERVICE ACTIF DES MEMBRES DU CORPS
EXPEDITIONNAIRE POUR LA COREE.

Article 6.-

§ 1er. Les volontaires dont il est question aux articles 1er et 2 peuvent être placés

en congé illimité lorsqu'ils ont servi durant douze mois en dehors du territoire du Royaume, quelle que soit la durée de l'engagement souscrit ou la durée du terme de service qu'ils ont accompli comme milicien avant leur départ pour la Corée.

§ 2. Lorsqu'ils n'ont pas accompli douze mois de service en dehors du territoire du Royaume, ces volontaires bénéficient d'une diminution de la durée du terme de service actif en Belgique dans la mesure suivante : un mois de service en dehors du territoire du Royaume est compté pour un mois et demi de présence sous les armes en Belgique.

Cette réduction n'est pas applicable lorsque l'engagement a été résilié par mesure disciplinaire.

Article 7.-

Pour l'application de l'article 6, sont assimilées au service effectué hors du territoire du Royaume les durées d'hospitalisation et de congé pour motif de santé qui ont fait suite immédiatement au retour en Belgique et qui ont pour cause des affections, infirmités ou blessures contractées ou aggravées par le fait du service en dehors du territoire du Royaume; pour le calcul de cette période, toute fraction de mois est comptée pour un mois entier.

Article 8.-

Les articles 6 et 7 du présent arrêté sortent leurs effets le 1er octobre 1950.

Bruxelles, le

Le Ministre de la Défense nationale,

I.

De artikelen 1, 6 en 9 van het ontwerp bepalen, dat op de dienstverbintenissen en nieuwe dienstverbintenissen bij het Expeditiekorps voor Korea toepasselijk zijn alle bepalingen van het koninklijk besluit van 3 September 1952 betreffende de vrijwillige dienstnemeningen en wederdienstnemeningen in vreedetijd.

Zo de Minister van Landsverdediging oordeelt, dat dit koninklijk besluit niet zonder meer op de leden van dat korps toepasselijk is, kan hij zich niet beroepen op de vereiste bevoegdheid om het op hen van toepassing te verklaren; krachtens artikel 79, eerste lid, van de dienstplichtwet van 15 Juni 1951, is immers alleen de Koning bevoegd om de voorwaarden vast te stellen waaronder dienstverbintenissen en nieuwe dienstverbintenissen kunnen aangegaan en verbroken worden.

De Raad van State is evenwel van advies, dat het koninklijk besluit van 3 September 1952 ipso facto op de dienstverbintenissen en nieuwe dienstverbintenissen van de leden van het Expeditiekorps voor Korea van toepassing is. Het is genomen ter uitvoering van de artikelen 77 tot 83 van de wet van 15 Juni 1951 en deze artikelen zijn, behoudens de afwijkingen bepaald bij de wet van 30 Mei 1951 gewijzigd door die van 2 Februari 1953, op de leden van het korps toepasselijk; het koninklijk besluit voorziet dan ook, onder de bijzondere bepalingen, in artikel 18 een speciaal geval van verbreking der dienstverbintenissen bij het korps.

De Raad van State adviseert, dat de plaats van die bepalingen niet in het ontwerp is. In een omzendbrief kunnen zij in herinnering gebracht en toegevoegd worden.

.../...

II.

Artikel 11 van het ontwerp verleent aan de leden van het Expeditiekorps voor Korea een "prioriteitsrecht voor de toekenning van een betrekking van vrijwilliger, in overeenstemming met hun hoedanigheden en voor zover er plaatsen beschikbaar zijn".

Aldus voert het ontwerp in de vorm van een algemene bepaling een andere voorwaarde tot toelating in, te voegen bij die welke het koninklijk besluit van 3 September 1952 reeds heeft vastgesteld.

Vermits op grond van artikel 79, eerste lid, van de wet van 15 Juni 1951 alleen de Koning zodanige bepaling kan nemen, adviseert de Raad van State artikel 11 te schrappen. Hetzelfde geldt voor artikel 12, dat maar een gevolg is van het vorige en op zichzelf geen rechtsregel vormt die in een verordenende tekst kan worden opgenomen.

III.

Het ontwerp bepaalt in artikel 15, dat het niet toepasselijk is op de leden van de rijkswacht.

De Raad van State is van advies, dat die bepaling overbodig is, aangezien alle leden van lagere rang van het rijkswachtkorps vrijwilligers zijn die onder het stelsel der dienstverbintenissen en nieuwe dienstverbintenissen in dienst zijn genomen; indien één van hen tot het Expeditiekorps voor Korea wenst toe te treden zal hij van de rijkswacht naar de landmacht moeten overgeplaatst worden en dan ook aan al de in artikel 10 van het ontwerp bepaalde vereisten moeten voldoen.

Die bepaling kan bijgevolg geschrapt worden.

+

+

+

Voorts zijn over de vorm van het ontwerp enige opmerkingen te maken waarmee rekening is gehouden in de navolgende tekst :

MINISTERIEEL BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN DE DOOR DER DIENST-
VERBINTENISSEN BIJ HET EXPEDITIEKORPS VOOR KOREA EN VAN DE-
ZER GEVOLGEN TEN AANZIEN VAN DE VERPLICHTING TOT WERKELIJKE
DIENST.

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de wet van 30 Mei 1951 waarbij de Koning er toe gemachtigd wordt sommige in oorlogs- of mobilisatie-tijd toepasselijke beschikkingen eveneens van toepassing te verklaren op de leden van de Belgische strijdkrachten, belast met de uitvoering van door de Veiligheidsraad der Verenigde Naties getroffen maatregelen, namelijk op artikel 3 gewijzigd bij de wet van 2 Februari 1953;

Gelet op de dienstplichtwet van 15 Juni 1951, gewijzigd bij de wet van 22 Juli 1952;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 September 1952 betreffende de vrijwillige dienstneming en weder-dienstneming in vrede-tijd;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

HOOFDSTUK I.- DUUR DER DIENSTVERBINTENISSEN BIJ HET EXPE-
DITIEKORPS VOOR KOREA.

Artikel 1.-

De jongelieden die nog geen militaire dienst gedaan hebben, gaan bij het Expeditiekorps een dienstverbintenis aan van vier-en-twintig maanden. Die dienstverbintenis gaat in de dag waarop zij ondertekend wordt; zij behelst een opleidingsperiode van ten minste drie maanden in België.

Artikel 2.-

De onder de wapens staande dienstplichtigen die geen rang van officier hebben, gaan bij het Expeditiekorps een dienstverbintenis aan voor een duur gelijk aan die van de nog te volbrengen werkelijke dienst, zonder dat deze duur minder dan twaalf maanden mag bedragen.

Die dienstverbintenis gaat in de dag van de afreis uit België naar Korea; zij moet voorafgegaan worden van een opleidingsperiode van ten minste drie maanden in België, de tijd van de opleiding als dienstplichtige daarin begrepen.

.../...

Artikel 3.-

De militairen met onbepaald verlof gaan bij het Expeditiekorps een nieuwe dienstverbintenis van twaalf maanden aan.

Artikel 4.-

§ 1. De onder de wapens staande beroepsvrijwilligers en wederdienstnemende militairen gaan de bijzondere verbintenis aan, buiten het grondgebied van het Koninkrijk gedurende twaalf maanden bij het Expeditiekorps voor Korea te blijven.

Degenen onder hen wier lopende dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis vóór het einde van die termijn verstrijkt, moeten vooraf een nieuwe dienstverbintenis ondertekenen voor een duur gelijk aan de aanwezigheid die als minimum vereist is.

§ 2. De beroepsvrijwilligers en de wederdienstnemende militairen die leerling zijn aan een school van één der drie krijgsmachten kunnen de bijzondere verbintenis waarvan sprake in § 1 niet aangaan, dan met de toelating van de Minister van Landsverdediging.

Artikel 5.-

De militairen die zich werkelijk in Korea bevinden, kunnen een bijzondere verbintenis aangaan om voor een nieuwe periode van twaalf maanden in het Expeditiekorps te dienen; bij voorkomend geval, ondertekenen zij een nieuwe dienstverbintenis voor de duur van hun aanwezigheid op grond van die bijzondere verbintenis.

.../...

HOOFDSTUK II. - DATUM WAAROP DE VERPLICHTING TOT WERKELIJKE
DIENST VOOR DE LEDEN VAN HET EXPEDITIEKORPS
VOOR KOREA VERVALT.

Artikel 6.-

§ 1. De vrijwilligers in de artikelen 1 en 2 bedoeld, kunnen met onbepaald verlof worden gezonden, wanneer zij gedurende twaalf maanden buiten het grondgebied van het Koninkrijk hebben gediend, welke ook de duur zij van de aangegane dienstverbintenis of van de diensttijd die zij voor hun vertrek naar Korea als dienstplichtige hebben volbracht.

§ 2. Hebben zij geen twaalf maanden dienst buiten het grondgebied van het Koninkrijk volbracht, dan wordt de duur van de werkelijke diensttijd in België van deze vrijwilligers naar volgende maatstaf verminderd: één maand dienst buiten het grondgebied van het Koninkrijk telt voor anderhalve maand aanwezigheid onder de wapens in België.

Deze vermindering wordt niet toegepast wanneer de dienstverbintenis bij tuchtmaatregel werd verbroken.

Artikel 7.-

Voor de toepassing van artikel 6 worden met dienst buiten het grondgebied van het Koninkrijk gelijkgesteld, de perioden van opneming in een hospitaal en van verlof om gezondheidsredenen onmiddellijk na de terugkeer in België uit hoofde van kwalen, lichaamsgebreken of verwondingen opgelopen of verergerd door de dienst

.../...

buiten het grondgebied van het Koninkrijk; voor de berekening van die perioden wordt elk gedeelte van een maand voor een gehele maand geteld.

Artikel 8.-

De artikelen 6 en 7 van dit besluit hebben uitwerking met ingang van 1 October 1950.

Brussel, de .

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, de Heren :	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
L.FREDERICQ, G.DOR,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la ver- De overeenstemming tussen
sion française et la version néer- de Franse en de Nederlandse
landaise a été vérifiée sous le tekst werd nagezien onder toe-
contrôle de H.VAN BUNNEN. zicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le

1953.

De

1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,